

Comment les politiques et les agences sur les forêts encouragent la destruction durable

Note d'information du WRM

Comment les politiques et les agences sur les forêts encouragent la destruction durable

Note d'information du WRM

Cette note d'information est basée sur un document de travail plus long rédigé au cours de la période 2019-2021 par Larry Lohmann, membre du comité consultatif du WRM, sur la base des contributions issues d'entretiens avec plusieurs militants de terrain, le comité consultatif et le secrétariat international du WRM. Le document de travail est une autoréflexion critique du WRM sur son travail passé, présent et futur autour des forêts, de la déforestation et de sa participation aux processus, initiatives et forums axés sur la politique forestière internationale. Le document peut être consulté [ici](#).

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Mars 2022



Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

-  Av Bolivia 1962 BIS
CP 11500 – Montevideo, Uruguay
-  Ph.: +598 2605 6943
-  wrm@wrm.org.uy
-  www.wrm.org.uy/fr

Comment les politiques et les agences sur les forêts encouragent la destruction durable

Il y a plus de 20 ans, un grand nombre d'ONG a participé à un projet de collaboration avec le Forum intergouvernemental des Nations Unies sur les forêts (FIF). Le projet visait à réexaminer et à documenter de manière plus détaillée les véritables causes sous-jacentes de la dégradation des forêts. L'analyse publiée en 1999 reste à ce jour très pertinente. Aucune des causes sous-jacentes identifiées dans le document n'a été véritablement traitée.

Dans les années 1980, l'une des principales priorités du WRM – et l'une des principales raisons de la création de l'organisation en 1986 – a été la nécessité de contester les fausses interprétations des causes de la déforestation alors proposées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement et le World Resources Institute et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT).

En 1985, la FAO et les organismes internationaux mentionnés plus haut ont formulé le Plan d'action forestier tropical (PAFT). Le PAFT visait avant tout à promouvoir les plans forestiers nationaux visant afin d'étendre les plantations industrielles d'arbres en monoculture, que la FAO qualifiait par euphémisme de « reboisement ». Le PAFT a été un échec retentissant. Comme d'innombrables initiatives internationales en matière de politique forestière depuis lors, le PAFT n'a pas seulement échoué, il n'a pas même mentionné, et encore moins tenté de vraiment comprendre ou traiter, l'ensemble des causes sous-jacentes de la destruction des forêts.

Les causes sous-jacentes de la déforestation et de la dégradation des forêts – différentes des causes directes plus visibles telles que l'exploitation forestière, l'agro-industrie ou l'exploitation minière – sont généralement cachées, peu discutées et mal comprises. Elles sont étroitement liées au système capitaliste raciste et patriarcal, ainsi qu'à l'héritage colonial. Parmi ces causes sous-jacentes figurent par exemple la non-reconnaissance des droits territoriaux des peuples

autochtones et d'autres communautés forestières ; un contrôle centralisé sur la forêt facilitant aussi bien la progression d'activités destructrices que d'activités de « conservation de la nature » ; et les politiques macro-économiques, pour n'en citer que quelques-unes. La définition de la forêt par la FAO, ainsi que les politiques forestières mondiales d'approche descendante qui reposent sur cette définition, sont également des causes sous-jacentes de la destruction des forêts.

La définition de la forêt par la FAO

Depuis de nombreuses années déjà, la FAO réduit une forêt à une zone couverte d'arbres. Ce faisant, la FAO néglige les autres formes de vie ainsi que la diversité biologique, cyclique et culturelle qui définit une forêt par son interconnexion permanente avec les communautés forestières. Pire encore, la définition réductrice de la FAO permet également au secteur des entreprises à l'origine de plantations industrielles comptant des millions d'arbres à croissance rapide de prétendre que leurs monocultures sont des « forêts plantées ». Les statistiques forestières des pays considèrent donc ces monocultures industrielles comme des forêts, malgré les impacts sociaux et environnementaux bien

documentés que ces plantations ont causés dans le monde entier. Un autre problème tient au fait que de nombreux autres organismes et processus nationaux et internationaux qui élaborent des politiques forestières, tels que la CCNUCC et la CDB, ainsi que l'Union européenne, utilisent la définition de la FAO comme référence. Ainsi, ils considèrent également que l'abattage d'une forêt en Amazonie, en République démocratique du Congo ou en Papouasie pour y installer une plantation d'arbres en monoculture ne constitue pas une déforestation. Par conséquent, la définition de la forêt de la FAO est en soi une cause sous-jacente de la déforestation.

Dans l'ensemble, à l'époque du PAFT, la FAO et les autres acteurs internationaux avaient tendance à imputer la déforestation aux communautés forestières plutôt qu'aux entreprises et aux États. Parmi ces fausses explications figuraient « l'agriculture sur brûlis », la « surpopulation », « l'empiétement illégal des petites exploitations », « le ramassage du bois de chauffage », « l'ignorance des paysans », « les activités humaines », « la privatisation insuffisante », « l'insuffisance du libre-échange », « l'insuffisance des

forces policières »,« le nombre insuffisant d'aires protégées »,« le nombre insuffisant de plantations commerciales »,« l'implication insuffisante des entreprises »,« les prix incorrects pour les produits et services forestiers »,« la présence insuffisante d'une agriculture high-tech et capitaliste », etc.

Ces explications ont été utiles pour renforcer le pouvoir et la position de nombreux États, entreprises et organismes des Nations Unies, car ces derniers pouvaient continuer à profiter du même modèle économique destructeur. Leur diffusion a également permis à de nombreux universitaires, bureaucrates et ONG de maintenir leur prestige et leurs relations, d'attirer du mécénat et des financements pour travailler avec les communautés forestières, et leur éviter d'être dénigrés par les détenteurs du pouvoir.

Dans l'ensemble, cependant, comme le WRM a continué de le souligner, ces explications ont eu une incidence néfaste sur les forêts et les populations forestières, car elles ont renforcé et dissimulé les principales menaces auxquelles il fallait faire face.

Dans ce contexte, un grand nombre d'ONG, dont le WRM, a décidé en 1997 de participer à un projet de collaboration avec le Forum intergouvernemental des Nations Unies sur les forêts (FIF). Le projet visait à réexaminer et à documenter de manière plus détaillée les véritables causes sous-jacentes de la dégradation des forêts. Cela s'est traduit par un document de 145 pages publié en avril 1999, intitulé *Addressing the Underlying Causes of Deforestation and Forest Degradation: Case Studies, Analysis and Policy Recommendations. (S'attaquer aux causes sous-jacentes de la déforestation et de la dégradation des forêts : études de cas, analyse et recommandations politiques)*.¹

Sans surprise, les causes identifiées dans cet exercice ont été assez différentes des fausses explications que les institutions des Nations Unies comme la FAO et la Banque mondiale avaient propagées.

Ce qui est peut-être le plus frappant dans le texte *S'attaquer aux causes sous-jacentes* dans la perspective d'aujourd'hui, c'est la façon dont son analyse reste pertinente. Aucune des causes sous-jacentes identifiées dans le document n'a été véritablement traitée. Elles demeurent tout aussi importantes aujourd'hui.

Par exemple :

- Les droits territoriaux des peuples autochtones et des autres défenseurs des forêts ne sont toujours pas suffisamment reconnus. La discrimination à l'égard des peuples forestiers s'est poursuivie, souvent sous une forme que l'on qualifierait plus probablement aujourd'hui de *criminalisation*, tout comme l'impunité ou la *décriminalisation* de nombreuses activités commerciales destructrices dans les forêts.
- Les alliances entre les entreprises et les États continuent de pousser à la déforestation. Les gouvernements continuent de promouvoir des dispositifs de colonisation destructeurs et la loi, notamment le droit foncier, est toujours utilisée comme arme de colon pour s'emparer des ressources forestières. En Indonésie, par exemple, l'empiétement des concessions minières et foncières accordées par l'État peut désormais couvrir bien plus de 100 % du territoire d'une province. Des programmes d'État offensifs visant à ouvrir davantage de zones forestières au développement commercial apparaissent clairement de l'Inde au Brésil, où la déforestation de l'Amazonie a atteint en 2019 son plus haut niveau depuis 2008, selon les propres chiffres du gouvernement.
- Des méthodes militarisées de centralisation du contrôle des forêts sont toujours utilisées, que ce soit par des États, des multinationales, des ONG ou les trois ensemble.
- L'agro-industrie est au moins aussi destructrice qu'il y a 20 ans, si ce n'est plus.
- Les grands projets de développement ou d'infrastructures tels que les barrages, les routes et les projets d'exploitation minière et d'extraction de pétrole, souvent désormais intégrés dans de gigantesques « corridors » regroupant des projets d'extraction, de transport, d'énergie et de fabrication, continuent de faire des ravages.²
- La réglementation étatique et la « conservation de la nature » conventionnelle continuent de poser un problème au moins aussi important pour les forêts que le manque de réglementation ou l'absence de « conservation ». Les populations forestières continuent d'être harcelées et dépossédées au profit des zones officiellement protégées, tandis que de nombreuses terres forestières officiellement protégées par l'État sont louées à des entreprises

privées d'exploitation forestière, minière ou de plantations.

- L'appauvrissement et la marginalisation des défenseurs des forêts continuent d'affaiblir la protection des forêts.
- Les comportements d'investissement, l'endettement, les politiques macroéconomiques, les flux mondiaux de produits de base et les relations commerciales continuent de jouer un rôle central dans la déforestation à travers le monde.

Cela ne signifie pas que rien ne doive être réactualisé. À certains égards, le monde a évolué. Mais dans l'ensemble, **les causes sous-jacentes identifiées en 1999 n'ont fait que se renforcer.**

Paradoxalement, ce qui a peut-être le plus renforcé les causes sous-jacentes, c'est la façon dont elles ont été développées et « reconditionnées » pour mettre en exergue de nouvelles dimensions prétendument « vertes », « démocratiques » ou « participatives », notamment par les moyens suivants :

- Les plantations destructrices de forêts destinées à la production d'huile comestible, de sucre ou de pâte à papier se sont de plus en plus souvent accompagnées de plantations destructrices de forêts destinées à la « bioénergie », qui fournissent des carburants pour les secteurs de l'électricité, de l'aviation ou de l'automobile – des carburants qui sont présentés comme « plus verts » que le pétrole, le charbon ou du gaz. Étant donné que d'énormes volumes de bois et d'autres matériaux biotiques sont nécessaires pour générer la même quantité d'énergie que les combustibles fossiles, l'impact sur les forêts est immense et croissant. En outre, les combustibles ligneux génèrent également plus d'émissions nettes de dioxyde de carbone que les combustibles fossiles qu'ils remplacent, au moins pendant les premières décennies cruciales de la transition.³
- Le contrôle des terres forestières n'est désormais pas seulement centralisé pour faciliter la production maximale de bois, de minéraux ou d'hydroélectricité, pour permettre le tourisme vert ou pour faire progresser la « conservation de la nature ». Il est également centralisé afin d'obtenir la plus grande partie possible de la capacité du cycle du carbone de la biosphère pour « compenser ».⁴) les émissions des

industries et des transports utilisant des combustibles fossiles. Au cours des plus de vingt années qui se sont écoulées depuis le rapport *S'attaquer aux causes sous-jacentes, ces émissions* – que les compensations visent à perpétuer – ont elles-mêmes été de plus en plus identifiées comme une des causes majeures de la destruction des forêts.⁵ Pourtant, les projets de compensation⁶ eux-mêmes sont structurés de manière à affaiblir les relations existantes entre les communautés locales et leurs terres – relations qui ont souvent préservé les forêts pendant des centaines d'années. Ils ne fournissent pas non plus suffisamment de revenus pour compenser la perte par la population locale des types d'accès aux forêts dont elle a besoin. Néanmoins, la campagne en faveur de l'utilisation des crédits pour « compenser » les émissions des entreprises a fini par dominer les discussions internationales sur les politiques forestières au XXI^e siècle.⁷

- De nombreuses terres forestières sont également en cours de réorganisation centralisée afin de « compenser » la destruction des forêts à un autre endroit. Des projets commerciaux de destruction des forêts en Inde, par exemple, sont accompagnés et autorisés par des programmes officiels de « reboisement compensatoire » (plantations).⁸ qui non seulement dépossèdent les populations forestières, mais aussi ont tendance à dégrader eux-mêmes les forêts. La réorganisation des terres forestières des populations locales basée sur des « compensations de la biodiversité » dans des pays tels que Madagascar, quant à elle, ne sert pas seulement d'excuse à l'appauvrissement de la biodiversité ailleurs, mais elle devient elle-même une cause supplémentaire de dégradation sociale et environnementale.⁹

- Les politiques de conservation traditionnelles qui arrachaient de force les populations autochtones et les paysans aux forêts, avec de nombreux effets environnementaux et sociaux dévastateurs, sont actuellement renforcées et étendues à l'aide d'idéologies développées depuis l'an 2000. Parmi celles-ci figurent notamment les « solutions basées sur la nature ».¹⁰ ainsi que des programmes qui mobilisent le soutien du public en faveur d'« une protection et d'une restauration » professionnelles et bureaucratiques de 30, voire 50 % des terres et des océans de la terre.¹¹ Beaucoup des institutions colonialistes qui étaient responsables des dommages causés aux forêts par la politique traditionnelle de conservation des « forêts sans

population humaine » se positionnent pour occuper ce nouvel espace, souvent en alliance avec de grands intérêts commerciaux.

- Les nouveaux labels et procédures visant à apporter à d'anciens agents de la déforestation une caution plus verte ou plus démocratique se sont multipliés. L'organisme de certification bureaucratique du XXe siècle connu sous le nom de Forest Stewardship Council (FSC) (créée en 1993), présenté comme capable de rendre l'extraction industrielle des forêts respectueuse de l'environnement, a maintenant été rejoint par de nombreuses initiatives similaires telles que la Table ronde sur l'huile de palme durable, le RSPO (2003). Comme le FSC, la RSPO a été profondément discréditée par les recherches du WRM et d'autres organisations.¹² Pourtant, il existe également maintenant une Table ronde sur le soja durable (RTSS) (2006) ; une Table ronde pour une économie cacaoyère durable (2007) ; une « Initiative pour une meilleure canne à sucre » appelée Bonsucro (2008) ; une Table ronde sur les biomatériaux durables (2018) ; ainsi qu'un Forum des biens de consommation composé de 400 membres (1999) qui promeut la « déforestation zéro nette » d'ici 2020 dans les filières du bœuf, du soja, de l'huile de palme et de la papeterie ; un Consortium pour la durabilité (2007) qui est censé prouver dans quelle mesure ses dizaines de sociétés membres évitent les zones à haute valeur de conservation ou à haut stock de carbone dans leurs propres chaînes d'approvisionnement ; et d'innombrables autres organismes visant à rassurer le public sur les capacités d'entreprises comme Unilever, Cargill, Walmart et Starbucks de protéger les forêts. Aucune de ces coalitions n'est conçue de manière à interrompre la dynamique de destruction des forêts dont dépendent leurs mécènes d'entreprise pour leur rentabilité.

- Les initiatives adoptées par les États et les organisations internationales qui prétendent rendre moins virulentes certaines des anciennes causes sous-jacentes de la déforestation n'ont souvent fait que prolonger la durée de vie des mécanismes de destruction des forêts. À la fin du XXe siècle en Inde, les programmes de Gestion mixte des forêts visant à donner voix au chapitre aux communautés locales sur l'entretien des forêts n'ont généralement pas réussi à contrôler les engagements destructeurs des entreprises et de l'État. De même, l'imposition après 2000 de l'obligation

formelle aux États d'obtenir le consentement libre, informé et préalable (CLIP) des peuples autochtones aux projets de développement sur leurs territoires s'est heurtée, très souvent, à des échappatoires créatives. Ces échappatoires permettent à de nombreux projets de destruction des forêts d'avancer à peu près comme avant, seulement avec un nouveau vernis « participatif ». Comme le note Manoel Edivaldo Santos Matos du Sindicato dos Trabalhadores y Trabalhadoras Rurais (Syndicat des travailleuses et travailleurs ruraux) de Santarém, cela finit par obliger les mouvements forestiers à assumer une nouvelle tâche : comment résister à l'enfermement officiel de la « participation » dans le cadre du CLIP tout en réaffirmant les procédures que les mouvements appliquent eux-mêmes pour décider de ce qu'est la participation.

- L'État a également appris à infiltrer les mouvements de terrain en adoptant de nouvelles pratiques qui contribuent à perpétuer la déforestation. Soumitra Ghosh, un militant et chercheur indien qui travaille au Bengale occidental, cite par exemple la microfinance, qui diffuse des formes innovantes d'endettement et de recouvrement de créances auprès de nouvelles catégories de villageois appauvris. De cette manière, comme le fait remarquer S. Ghosh, les mouvements de terrain eux-mêmes sont « constamment faits, défaits et refaits » d'une manière qui fait peser de nouvelles menaces sur les forêts.

- L'industrie de la compensation des émissions de carbone fait quant à elle constamment germer ses propres labels qui affirment que ses produits nocifs sont en fait inoffensifs. On peut par exemple citer la Norme climat, communauté et biodiversité (2005), la Verified Carbon Standard (2007) et les Directives concernant le consentement préalable donné librement et en connaissance de cause (2013) du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (ONU-REDD). Un autre exemple est fourni par la norme californienne sur les forêts tropicales (Tropical Forest Standard - 2019) qui sera utilisée par le programme californien de compensation carbone si l'État décide de compenser ses émissions industrielles en achetant des droits sur les capacités de séquestration du carbone des forêts dans d'autres pays. Aucun des organismes de normalisation impliqués n'admet

que les compensations carbone constituent elles-mêmes une cause sous-jacente de la déforestation. Au contraire, ils supposent simplement, sans preuve, que ce n'est pas le cas.

- Les nouvelles politiques « d'économie verte » très médiatisées ont tendance à fonctionner de façon tout aussi destructrice que les anciennes politiques « non vertes » et à les renforcer, mais de manière déguisée, ce qui les rend souvent plus difficiles à critiquer. C'est ce qui se passe dans l'État d'Acre, au Brésil, un « laboratoire d'économie verte » mis en vedette par la Banque mondiale, le gouvernement allemand et bien d'autres. L'« économie verte » de l'État d'Acre exploite les travailleurs et fragilise leur subsistance pour atteindre son objectif déclaré de « stockage du carbone » plutôt que de respecter et de faciliter les modes de vie des communautés dans et avec la forêt, comme elles l'entendent.¹³ Dans le même temps, « l'économie verte » d'Acre a tendance à laisser libre cours à l'empiétement très dommageable pour les forêts mis en œuvre par d'importants intérêts commerciaux – notamment des exploitants forestiers, des éleveurs de bétail et des entreprises de plantation.

- L'« économie numérique » post-2000, qui promettait de rendre caduques certaines des dynamiques à l'origine de la déforestation, les a plutôt renforcées. Les forêts et les communautés forestières subissent une pression accrue du fait de la quête de l'industrie minière pour les minéraux communs et rares pour alimenter l'industrie informatique, les batteries de voitures électriques, etc. ; des corridors de transport et d'extraction informatisés ; de nouveaux projets de combustibles fossiles et d'« énergies vertes » destinés à fournir les énormes nouvelles quantités d'électricité nécessaires aux data-centers géants ; et de la numérisation de l'agriculture et de la conservation de la nature qui tend simplement à élargir la diversité et l'ampleur de l'extraction des ressources par les entreprises et les efforts de l'État visant à surveiller, harceler et réprimer les populations forestières.¹⁴

- De plus en plus, les grandes entreprises répondent aux mouvements féministes en instituant des « politiques en matière de genre ». Par exemple, la société transnationale de plantations SOCFIN défend ses activités en Sierra Leone en affirmant qu'environ un quart de leurs employés permanents sont des femmes. SOCFIN poursuit en affirmant que

des politiques ont été établies « pour protéger leur travail » et qu'un « comité sur les questions de genre » a été mis en place pour « discuter des problèmes et des revendications des femmes ». ¹⁵ Dans une large mesure, cependant, ces mesures ne font que donner une coloration différente à un patriarcat sous-jacent. ¹⁶ Les « nouvelles opportunités » supposées pour les femmes ont tendance à se limiter à des tâches peu rémunérées, ardues et dévalorisantes. Les documents de politique de genre des entreprises ne soulèvent même jamais la question de savoir pourquoi les violences physiques et sexuelles contre les femmes sont un aspect si systémique des activités de l'industrie extractive dans le monde, qu'il s'agisse de plantations, d'exploitation forestière ou d'exploitation minière.

- L'exploitation de la main-d'œuvre forestière en général a augmenté avec l'externalisation, qui permet d'économiser sur les coûts des entreprises en augmentant la précarité des conditions de vie des travailleurs (qui sont désormais souvent rebaptisés « collaborateurs », « prestataires indépendants » ou « partenaires »). Cette tendance reflète l'évolution de la structure de l'économie mondiale après 2000, qui a vu les bénéficiaires du capital devenir plus dépendants de l'« accaparement » direct des biens des travailleurs, des terres et des forêts et moins de leur « production » (fabrication).

- Après l'an 2000, les efforts des économistes de l'environnement pour évaluer de plus en plus d'aspects de la nature ont eu tendance principalement à renforcer la dynamique qui rend les forêts échangeables et dispensables et la déforestation « compensable » par des mécanismes tels que la compensation de la biodiversité et le reboisement compensatoire. Cela rend souvent encore plus difficiles les luttes des populations locales contre les principaux agents de la déforestation.

Étant donné que les causes sous-jacentes de la déforestation et de la dégradation des forêts n'ont, dans l'ensemble, pas été traitées, mais seulement renforcées par des initiatives officielles, il n'est pas surprenant non plus que le nombre croissant de promesses abstraites des gouvernements ou des coalitions internationales de faire quelque chose contre la crise – dont seul un petit nombre mentionne bien les causes profondes – n'ont aucun effet. Par exemple, la Déclaration de New York sur les forêts de 2014 (NYDF) – soutenue par le Consumer Goods Forum, Tropical Forest

Alliance 2020 et Forest Trends – s’est engagée à réduire de moitié de la déforestation entre 2014 et 2020. Pourtant, en réalité, la déforestation a bondi de 43 % au cours de la période.¹⁷ (Voir ci-dessus le graphique du quotidien *The Guardian*.)

D’autres tendances laissent penser que les mécanismes fondamentaux à l’origine des pertes forestières restent intacts. Les taux de

consommation d’énergie, par exemple, ont presque doublé depuis 2010. Malgré 25 ans de négociations mondiales sur le climat, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté en moyenne de 1,6 % par an entre 2008 et 2017 et « ne montrent aucun signe d’avoir atteint un pic ».¹⁸ En 2017, les émissions annuelles ont atteint un record de 53,5 gigatonnes de CO₂ et de ses « équivalents », soit plus du double du chiffre de 2000 de 25 gigatonnes.¹⁹

En outre, bon nombre des effets ultimes de ces tendances ne peuvent être prédits ou peuvent s’avérer plus graves que prévu. Par exemple, les scientifiques ont eux-mêmes été surpris récemment en constatant qu’environ 40 % des espèces d’insectes dans le monde pourraient disparaître au cours des prochaines décennies, ce qui menace aussi bien l’agriculture que la régénération des forêts.²⁰

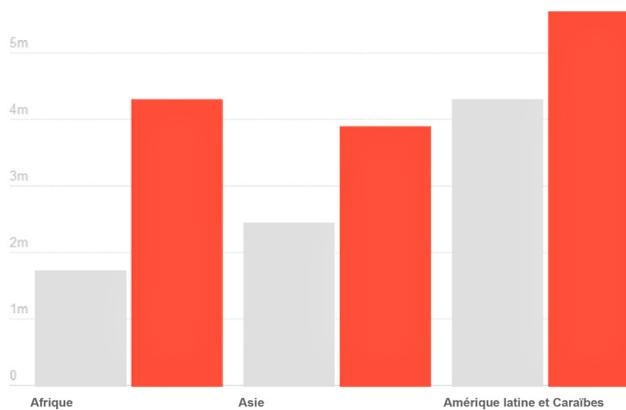
En fait, on pourrait soutenir que les initiatives mondiales officielles destinées à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts – en tant que gestes rassurants, mais inutiles – constituent elles-mêmes une autre cause de destruction des forêts.

Dans les années 1980, le PAFT ne disposait d’aucun programme de recherche pour étudier comment affronter les intérêts politiques et économiques impliqués dans l’expansion des activités commerciales et des infrastructures dans les forêts. Au contraire, il a cherché des réponses dans les secteurs

Destruction des forêts tropicales avant et après la déclaration internationale de 2014 sur les forêts

Perte annuelle moyenne de forêts en millions d’hectares avant et après la déclaration de New York sur les forêts (NYDF)

■ Avant la NYDF (2001-2013) ■ Après la NYDF (2014-2018)



Graphique du Guardian / Source : World Resources Institute / Global Forest Watch

de l'exploitation forestière, des plantations et de l'extraction elle-même, ainsi que dans le renforcement du pouvoir des organismes d'État répressifs comme les unités militaires et forestières. Au lieu de s'organiser autour des causes sous-jacentes de la déforestation, il a encouragé les secteurs des entreprises qui sont à l'origine d'une grande partie de la crise.

Aujourd'hui, de la même façon, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ne dispose d'aucun plan pour analyser ou s'attaquer aux facteurs politiques et économiques historiques de l'extraction et de l'utilisation des combustibles fossiles. Au contraire, il ne les étudie pas et ne les mentionne même pas. Il ne cite pas non plus le nom d'une seule grande entreprise ou bureaucratie du secteur de l'extraction et de l'utilisation des combustibles fossiles.

Même le comité d'experts conseillant la CCNUCC a adopté une méthodologie qui masque systématiquement les causes sous-jacentes de la déforestation et du changement climatique.

Pourquoi la climatologie est une cause sous-jacente de la déforestation

En 1990, les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont commencé à compiler des tableaux montrant les quantités de gaz à effet de serre émises « par » chaque pays. Ils ont décidé que le réchauffement climatique était « causé » aux endroits où le carbone dans les arbres ou dans le charbon, le pétrole et le gaz était transformé en dioxyde de carbone et rejeté dans l'air. La responsabilité du changement climatique incombe donc aux gouvernements des pays à l'intérieur desquels ces réactions chimiques ont eu lieu.

Depuis, les climatologues disent au monde qu'il est « non scientifique » de faire porter la faute de la plus grande partie du changement climatique sur autre chose que les atomes de carbone qui « traversent la frontière » dans l'atmosphère sous la forme de molécules de dioxyde de carbone. Selon eux, le principal objectif de l'action climatique doit être que les États nationaux freinent la migration des atomes de carbone à travers cette frontière et chassent le carbone excédentaire qui a déjà migré dans l'air.

Cette idéologie a été adoptée par

presque tous ceux qui discutent du changement climatique. Les négociations internationales sur le climat ne réfléchissent pas à la façon de remettre en cause la mécanisation du travail humain, basée sur les combustibles fossiles, dont dépendent les profits des entreprises aujourd'hui. Elles n'analysent pas la relation entre la déforestation et l'exploration pétrolière, charbonnière ou gazière.

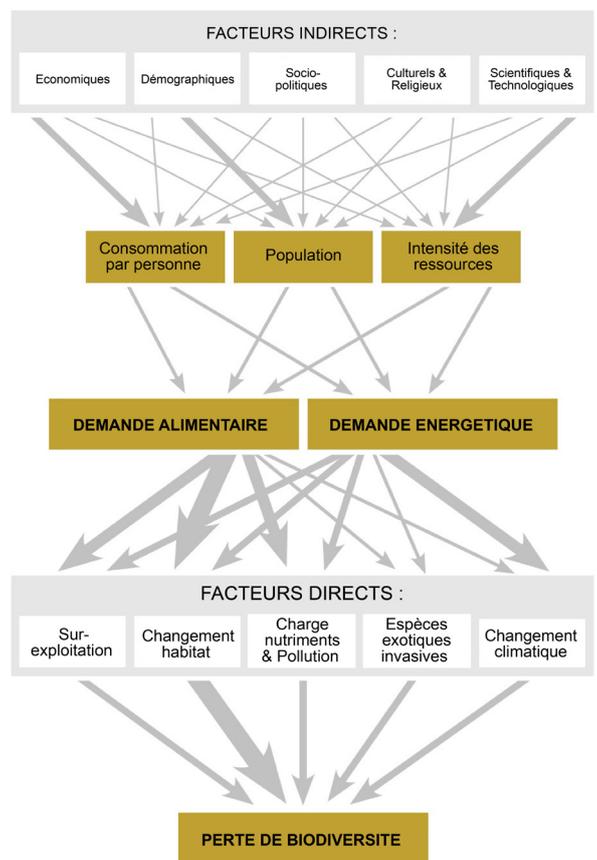
En revanche, elles parlent seulement de « réduire les émissions » de certains types de molécules. Et elles considèrent que l'État est capable de s'attaquer au problème. Cela encourage l'idée que la poursuite de l'exploitation des combustibles fossiles est acceptable tant que suffisamment d'arbres peuvent être officiellement affectés pour servir de refuges aux atomes de carbone excédentaires rapatriés de l'atmosphère.

De la même manière, la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB) explique la perte mondiale d'espèces, de variétés et d'habitats avec le diagramme ci-contre.²¹

Dans ce diagramme, la CDB nous dit que des « demandes de nourriture » et des « demandes d'énergie » panhumaines désincarnées et indépendantes de l'histoire sont à l'origine de la perte d'habitat et d'autres causes directes de la crise de la biodiversité. Selon la CDB, ces causes sont alimentées par des forces spectrales tout aussi abstraites que la croissance démographique, l'économie et la « science et la technologie ».

Cette description honteusement absurde de la déforestation et d'autres types de dégradation de l'environnement n'est pas seulement différente de celle qui est développée dans *S'attaquer aux causes sous-jacentes*, elle est également

FIGURE 4.2 | Liens entre alimentation, energy et perte de biodiversité



Représentation schématique des liens entre la perte de biodiversité, les facteurs directs et indirects de changement et la demande alimentaire et énergétique. La largeur des flèches donne une illustration générale et approximative de l'importance des secteurs économiques dans la perte de la biodiversité.

profondément en conflit avec elle. Si on la laissait faire, elle entraverait l'action constructive du mouvement.

Rien n'indique que cette tendance va changer.

Le 3 décembre 2019, par exemple, la commission de l'environnement du Parlement européen a décidé qu'il devrait y avoir des objectifs de biodiversité « juridiquement contraignants » aux niveaux mondial et européen pour garantir que 30 % des zones naturelles soient conservées d'ici 2030 et que 30 % des écosystèmes dégradés soient restaurés. Encore une fois, la résolution n'était accompagnée d'aucune analyse sérieuse de ce qui causait la perte de biodiversité ou de ce qui pourrait en résulter. Il en va de même pour la dernière initiative de l'UE de 2021 en faveur d'un nouveau règlement comportant des « règles impératives » visant à garantir que seuls les produits exempts de déforestation provenant de certaines chaînes d'approvisionnement entreront sur le marché européen.²² Les deux propositions de contentent d'avaliser une poursuite de la croissance économique.

Les deux dernières années ont vu se succéder un nombre impressionnant de réunions de haut niveau et de déclarations internationales sur la déforestation qui se ressemblent beaucoup. D'un côté, elles tirent la sonnette d'alarme au sujet de la crise. D'un autre côté, soit elles n'ont aucune idée des causes sous-jacentes de la déforestation et la manière de les traiter, soit elles choisissent simplement de les ignorer. Au lieu de cela, elles continuent de favoriser ces causes. Les politiques qui en résultent ne sont pas seulement vouées à l'échec, elles renforcent la déforestation.

Les références:

1 Addressing the Underlying Causes of Deforestation and Forest Degradation: <https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2019/04/UnderlyingCausesReport.pdf>.

2 How Infrastructure is Shaping the World. A Critical Introduction to Infrastructure Mega-Corridors: <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/how-infrastructure-shaping-world>

3 Biomass Takes Us Backwards: https://drive.google.com/file/d/1RuKHgD0zMkw_swzx7yLKzeUpMXUyO3Hd/view;

BURNED: Are Trees the New Coal?: <https://www.linktv.org/shows/burned-are-trees-the-new-coal/episodes/burned-are-trees-the-new-coal> and Mary S. Booth, "The Great Biomass Boondoggle," New York Review of Books, 14 October 2019.

4 Pour plus d'informations sur ce que sont les « compensations » et comment elles sont conçues pour perpétuer les émissions des industries et des transports qui ont recours aux combustibles fossiles, voir : Quels rapports y a-t-il entre les forêts, le changement climatique, le marché du carbone et REDD+ ? <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/quels-rapports-y-a-t-il-entre-les-forets-le-changement-climatique-le-marche-du-carbone-et-redd>

5 Wildfires and climate change: What's the connection?: <https://yaleclimateconnections.org/2019/07/wildfires-and-climate-change-whats-the-connection/>

6 Des exemples de la façon dont ces politiques ont été institutionnalisées sont les programmes REDD+ ou les « transferts fiscaux écologiques »

7 REDD Monitor: <https://redd-monitor.org/>

8 Tentative de recolonisation des forêts en Inde. Les projets d'amendements à la loi sur les forêts indiennes : <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/tentative-de-recolonisation-des-forets-en-inde-les-projets-damendements-a-la-loi-sur-les-forets>

9 Madagascar : Une « compensation absurde » <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/madagascar-une-compensation-absurde>

10 Les "solutions fondées sur la nature" : dissimuler un immense accaparement des terres. Bulletin WRM 255 : <https://www.wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-255>

11 B Natural Climate Solutions: <https://www.naturalclimate.solutions/>; Fact Sheet: A Plan to Protect at least 30 Percent of our Planet by 2030: <https://www.wysscampaign.org/news/2019/1/22/fact-sheet-a-plan-to-protect-at-least-30-percent-of-our-planet-by-2030> et Policy persistence: REDD+ between stabilization and contestation: <https://journals.uair.arizona.edu/index.php/JPE/article/view/23493/22400>

12 Systèmes de certification : <https://www.wrm.org.uy/fr/themes/systemes-de-certification>; Palm oil watchdog's sustainability guarantee is still a destructive con <https://eia-international.org/news/palm-oil-watchdogs-sustainability-guarantee-is-still-a-destructive-con/>

13 Par exemple, les « programmes communautaires de gestion durable des forêts » soutenus par l'État d'Acre, les ingénieurs et certaines ONG, sont basés sur une exploitation forestière commerciale. Dans certains cas, ces projets sont certifiés par le Forest Stewardship Council. Voir : *Brésil : des habitants de l'Acre dénoncent des violations de droits associées à la gestion forestière durable et communautaire* : <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/bresil-des-habitants-de-lacre-denoncent-des-violations-de-droits-associees-a-la-gestion-forestiere>

14 Blockchain Machines, Earth Beings and the Labour of Trust <https://bit.ly/3i79IVf>

15 Socfin's response to Fian's "Draft report extracts made available to Socfin before publication – Provisional title: Land Conflict in Malen – Analysis and lessons learned from a human perspective" https://www.business-humanrights.org/sites/default/files/documents/2019-01-09-Socfin-response-to-Fian_Final.pdf, p. 5

16 Briser le silence : harcèlement, violences sexuelles et abus à l'encontre des femmes à l'intérieur et autour des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas : <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/briser-le-silence-harcelement-violences-sexuelles-et-abus-a-lencontre-des-femmes-a-linterieur-et-autour-des>

17 Ingrid Schulte, Charlotte Streck, Stephanie Roe et al., Protecting and Restoring Forests: A Story of Large Commitments yet Limited Progress, New York Declaration on Forests Assessment Partners, September 2019.

18 John M. Christensen and Anne Olhoff, Lessons from a Decade of Emissions Gap Assessments, Nairobi: UNEP, 2019.

19 UNEP, Emissions Gap Report 2018, New York: UNEP.

20 Francisco Sánchez-Bayo and Kris A.G. Wyckhuys, "Worldwide Decline of the Entomofauna: A Review of Its Drivers," *Biological Conservation* 232, 2019. pp. 8–27.

21 United Nations Environment Programme, *Global Biodiversity Outlook 2*, Montreal: UNEP, 2006.

22 Questions and Answers on new rules for deforestation-free products https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/qanda_21_5919

